



16 novembre 2020

*Bertrand BADRE - CEO Blue like an Orange Sustainable Capital, auteur de « Voulons-nous sérieusement changer le monde ? »*



*« Un monde nouveau ? Changer pourquoi ?*

*Par où commencer et avec quelle finalité ? »*

Le monde va-t-il si mal ? Avec l'« effet loupe » des médias d'information continue, n'a-t-on pas tendance à dramatiser la situation ? Le « bruit et la fureur » de l'histoire ne sont-ils pas amplifiés ? Les commentaires n'ont-ils pas pris le pas sur les faits, l'émotion sur la raison ? Dans la pièce « La Guerre de Troie n'aura pas lieu » de Jean Giraudoux, écrite en 1936, Ulysse disait à Hector que « *le privilège des grands est de croire qu'ils peuvent voir les catastrophes depuis leur terrasse* ». Cette formule trouve tout son sens depuis le confinement où, relié au monde via son ordinateur, l'on a un sentiment de maîtrise de ce qu'il se passe sans forcément saisir les vrais ressorts de ce « monde nouveau » annoncé par les gazettes.

**La situation est paradoxale.** La mobilisation de ressources financières sans précédent (les réserves de la Banque fédérale américaine, c'est un milliard par heure !) et l'existence d'outils de coopération internationale – FMI, Banque Mondiale- n'ont pas empêché les dirigeants de ce monde d'être pris de court par une pandémie et d'y faire face non sans difficultés, ajoutant au désordre économique mondial.

Des outils existent pour réduire l'incertitude, mais les gouvernants donnent l'impression de piloter à vue. Malgré les accords et signatures, l'engagement

climatique s'essouffle et de nombreux dossiers de coopération internationale ne sont pas réglés. Soumis à de fortes pressions, le monde actuel fait penser à un puzzle dont on détient toutes les pièces sans pouvoir vraiment le finir.

### **Un regain de pauvreté**

Alors que la pauvreté avait eu tendance à baisser, la crise sanitaire a considérablement accru les inégalités entre les riches et les pauvres.

Si la Banque Mondiale tablait sur un objectif de taux de pauvreté (moins d'un dollar par jour) de 3% pour 2030, l'arrêt de l'économie lié au Covid-19 obligerait à revoir cette projection. Forts de leurs mécanismes de protection sociale, les pays européens sont moins affectés que les Etats-Unis (estimation à 20 ou 25%), l'Amérique Latine et l'Inde. A ce ralentissement de l'économie mondiale s'ajoutent les crises géopolitiques (Moyen-Orient, Sahel) et la crise migratoire (80 millions de migrants).

Au total, ce ne sont pas moins de 200 à 300 millions d'individus qui repassent sous le seuil de pauvreté sur la planète.

### **La crise Covid, un accentueur de tendances ?**

Les récits sur l'impact de la pandémie révèlent des dysfonctionnements dans nos économies. La crise sanitaire et ses conséquences ne démontrent-elles pas en creux que les dirigeants étaient mal préparés dans un système économique à la fois performant et fragile ?

La crise de 2008 a été jugulée, mais les racines du mal ont-elles pour autant disparu ? Certes, l'on a pu éviter un « remake » de 1929 mais a-t-on pris pleinement la mesure des changements structurels à opérer ? D'une certaine manière, on a « colmaté les brèches » sans traiter les lignes de faille. S'agissant des accords de Paris sur le climat,

dans une certaine euphorie de façade, les accords sur les objectifs ont fait oublier les dissensions des pays et les moyens d'y parvenir.

La crise actuelle n'est-elle pas l'occasion de finir le travail qui n'a pas été fait entre 2010 et 2015 ?

### **Les limites du système économique libéral**

Le logiciel des dirigeants du monde capitaliste date des années 70 lorsqu'un certain Milton Friedman conseillait au patron de General Motors de ne pas ouvrir son board au « *people interest* ». « *L'objet de l'entreprise -disait le professeur de Chicago- c'est de créer de la valeur* ».

Le culte du profit comme fin en soi a connu son apogée sous Reagan et Thatcher sur fond de dérèglementation des économies. Les sociales-démocraties en Europe ont voulu faire émerger un nouveau modèle basé sur la régulation du marché tout en justifiant la notion de profit. Attachés à l'Etat Providence, ils avaient un credo : on ne peut redistribuer que ce que l'on produit comme valeur. « *Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* » martelait Helmut Schmidt, l'ancien chancelier allemand du SPD.

L'effondrement de l'Empire soviétique a renforcé la croyance en les vertus du capitalisme présenté comme le « moins pire des systèmes » pour reprendre la citation de Churchill au sujet de la démocratie.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : **le modèle libéral pur n'existe pas**. Les réflexes keynésiens sont toujours là. Comme l'on vient de le voir, l'Etat est prêt à venir à la rescousse des entreprises en cas de difficultés. D'aucuns ont récemment parlé en

France d'une « économie administrée » avec le dispositif d'aides et de prêts garantis par l'Etat (PGE).

Même s'il apparaît comme le plus efficace des systèmes, en permettant la rencontre de l'offre et de la demande, la question décisive qui est posée est celle de **la confiance** que les citoyens placent dans le marché et les dirigeants qui le défendent. Comment justifier que l'on ne puisse augmenter les dépenses publiques pour les plus pauvres quand, à la faveur d'une crise, les Etats Européens sont capable de mettre 420 milliards d'Euros sur la table ?

Plus largement, cette baisse de la confiance contribue à creuser le fossé entre la population et les élites. *In fine*, la défiance nourrit le populisme.

Si ce dernier n'augmente pas, des tensions sociales sont à craindre. Le système est à changer, à adapter. De nouveaux profils de dirigeants « capitalistes » ont compris qu'il fallait dépasser ce modèle pour « *relégitimer* » l'entreprise dont le moteur est le profit. L'enjeu est de replacer l'humain au cœur de l'entreprise et de promouvoir une économie qui aille plus vers le **Bien Commun**. C'est tout le sens de la responsabilité sociale et environnemental (RSE) qui, au-delà du « concept de communication », place l'entreprise face à des choix de société.

La réflexion en cours sur les normes comptables ou la notion de Produit Intérieur Brut va également dans ce sens. A l'instar de Raghuram Rajan, *ex-économiste* en chef du Fonds monétaire international, de nombreux esprits militent pour l'engagement de l'entreprise dans la société civile. « *Entre le marché et l'Etat, il y a la société* » explique ce dernier dans son ouvrage, *Le 3<sup>ème</sup> pilier*.

Au sein des dirigeants du monde capitaliste, une conviction s'impose. L'objet de l'entreprise n'est plus seulement de maximiser le profit, mais de trouver des « **solutions profitables** » aux problèmes de la planète. Le profit n'est légitime que s'il contribue au progrès social. On parle de « finance verte » et de « placements éthiques ».

Les nouvelles agences de notation introduisent de nouveaux critères de performance sociale et environnementale en plus des critères seulement financiers.

La mesure de la richesse ne peut-elle se faire qu'à l'aune des chiffres ?  
Ne peut-on pas passer du « mark to market » au « mark to planet » ?

Forte de sa tradition politique, l'**Europe** est de ce point de vue un bon laboratoire d'expérimentation face à un capitalisme débridé, made in USA ou version chinoise.

La souveraineté européenne dans ce domaine n'est pourtant pas acquise. Dans leur pragmatisme, les américains ont flairé le filon business. Le risque d'un écosystème commercial en Europe sous influence américaine est réel. Le rachat de Vigeo par Moody's en France en est l'illustration.

### **Et les organisations internationales ?**

Censées apporter régulation et médiation dans un monde en bouleversement, les institutions internationales sont des entités utiles à certaines périodes de l'histoire comme récemment avec l'ONU lors des guerres du Koweït, de Bosnie, de l'Irak, de la Syrie. On peut critiquer la lourdeur et la lenteur de l'ONU, il n'empêche. « *L'ONU n'a pas créé le paradis, mais elle a évité l'enfer* », a déclaré un jour son secrétaire général, le Suédois Dag Hammarskjöld. Il n'en demeure pas moins que ces institutions restent sous l'influence de leurs membres. Elles n'existent pas *sui generis*.

Elles n'existent pas en tant que telles, elles sont soumises à des personnalités et à des stratégies politiques comme sous l'administration Trump.

Lorsque récemment l'Union Européenne a ouvert le dossier « l'état de droit », l'on a vu la Hongrie et la Pologne s'arc bouter.

En l'absence de système de gouvernance internationale, avec un Conseil de sécurité de l'ONU « en panne », l'on peut se demander si les organisations ne devraient pas se réinventer. Il en va de même pour les banques de développement, diverses et variées, incapables de travailler ensemble et d'optimiser leurs actions.

Pour reprendre, l'expression chère à Henry Kissinger, on est revenu dans un « monde Westphalien », *en référence aux traités de Westphalie conclus en 1648 entre l'empereur Ferdinand III, la France, la Suède et leurs alliés respectifs pour mettre fin à la guerre de Trente Ans. La primauté des nations l'emporte sur la coopération.*

Or, beaucoup de sujets comme le nucléaire ou le climat ne sont pas bilatéraux et requiert du collectif.

En **conclusion**, l'on pourrait affirmer en paraphrasant André Malraux que le 21 ème siècle devra être humain...ou le 22 ème siècle ne sera pas. Au-delà des discours et des programmes politiques, cette évolution vers un monde nouveau ne se fera pas sans le principe de responsabilité individuelle. Comme l'écrivait Tolstoï dans *Guerre et Paix*, « *Tout le monde veut changer le monde, personne ne veut se changer soi-même* » !

\*\*\*

## LE CEPS REMERCIE LES PARTENAIRES DES CLUBS TURBULENCES,

### L'HOMME ESSENTIEL & COHESION SOCIALE

DE GAULLE  
FLEURANCE  
& ASSOCIÉS  
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

SMART DATA  
**POWER**

Partenaire  
Data Scienci  
du CEPS

  
Groupe **HERVÉ**

  
**AG2R LA MONDIALE**

  
CARTE  
BLANCHE  
Partenaires

  
GROUPE **ADAMING**  
BY ANAVELAD